REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 82-399 du 27 novembre 1982

portant création d'une commission ad hoc chargée de faire le point des avantages et des moyens humains, financiers et matériels dont bénéficient les expatriés et les béninois en service dans certaines sociétés d'économie-mixte.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L' ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

VU l'ordonnance N°77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin,

VU le décret N°82-124 du 9 Avril 1982 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,

DECRETE :

ARTICLE 1er - Il est créé une commission ad hoc chargée de faire le point des avantages et des moyens humains, financiers et matériels dont bénéficient les expatriés et les béninois en service dans les Sociétés d'Economie Mixte ci-après :

- SAGA-PETROLEUM-BENIN,
- Société des Ciments d'Onigbolo et
- Société Sucrière de Savè.

ARTICLE 2 - La composition de la commission est la suivante :

- Président : le Ministre de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques ou son représentant,
- Vice-Président : le Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique ou son représentant,
- 1er Rapporteur : le Ministre du Travail et des Affaires Sociales ou son représentant,

.../...

- leur consommation mensuelle en eau et en électricité (climatisation et éclairage),
- leur famille (enfants à charge).

II - pour les béninois

- leur adresse complète,
- leur âge,
- leur spécialité,
- leur formation d'origine,
- leur ancienneté de service,
- leurs salaire et indemnités,
- le coût du loyer (ou indemnité de logement)
- le type de véhicule mis à leur disposition,
- leur dotation mensuelle de carburant,
- le nombre de domestiques (cuisiniers, boys), avec précisions sur leurs salaires,
- leur consommation mensuelle en eau et en électricité (climatisation et éclairage),
- leur famille (enfants à charge).

ARTICLE 4 - La commission, qui doit travailler sans désenparer, déposera entre les mains du Chef de l'Etat les conclusions de ses travaux le 24 Décembre 1982, délai de rigueur.

ARTICLE 5 - Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.-

Fait à COTONOU, le 27 novembre 1982

parle Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Ampliations : PR 6 CC DU PRPB 4

SGG 4 PRESIDENT ET MEMBRES

10.

Mathieu KEREKOU